

L'ARRIVEE DE DE GAULLE AU POUVOIR par le journal Paris Match

- 1 – quels sont les clichés conservés par la rédaction pour faire état de l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir ? Quels sentiments cela provoque ?
- 2 – comparez ce qui en est montré de ce qui en est raconté...
- 3 – rappelez ce qu'il s'est passé en Corse en mai 1958 (dernières photos)



DERNIÈRE HEURE PHOTO

par l'équipe de Paris-Match



20 h 45, 29 Mai : De Gaulle sort de l'Élysée. Il vient de dire oui à Coty. C'est un moment historique.

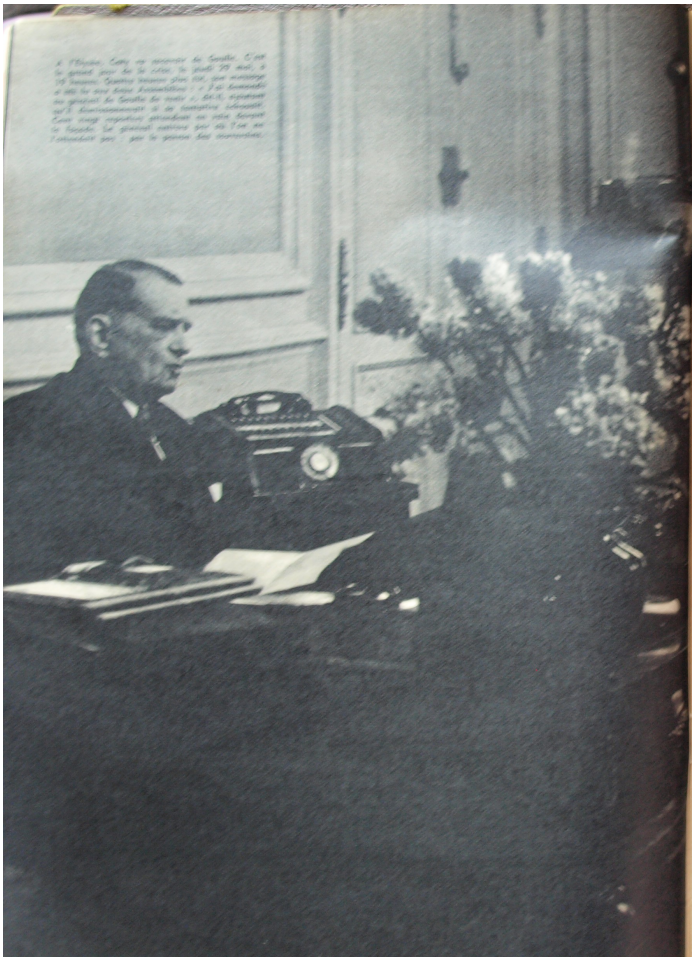


Colombey-Paris, sur ces 240 km de route la 15 du général joue un film à suspense

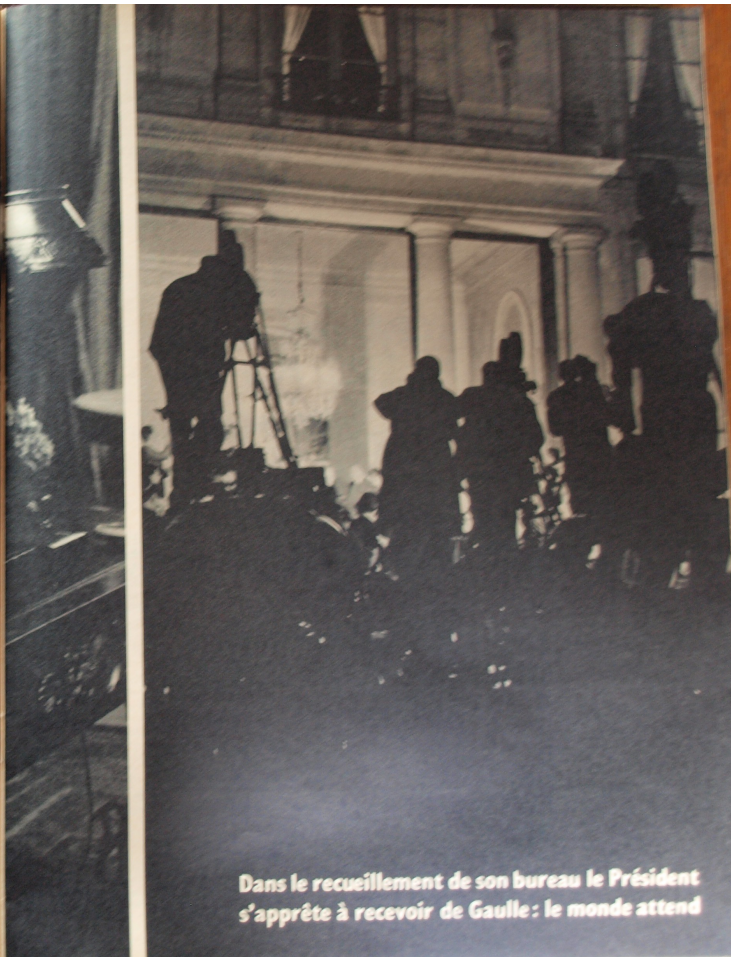
A 140 A L'HEURE, LES VOYAGES DE LA 15 DU GÉNÉRAL, ENTRE COLOMBEY ET PARIS, ONT TENU LA FRANCE EN HALÈNE EN BAS, A G. LA 15 CY. FONCE, DÈS LE DÉPART, DANS L'ALLÉ

DE LA BOISSERIE. A TROYES, LES INDICTEURS PRENNENT EN CHARGE LA VOTURE SUR LA ROUTE DE L'ÉLYSÉE. ARRÊT SURPRISE APRÈS PROPHIE. LE GÉNÉRAL AVAIT S'Y D'HEURE D'AVANCE.





A l'Elysée, René Coty se souvient de Gaullie. C'est le général pour de la radio le jeudi 20 mai, à 19 heures. Quelque heures plus tard, son message est lu à la fois dans l'Assemblée et à l'extérieur du général de Gaullie de France. Il est accompagné par l'Assemblée nationale et de nombreux députés. Les voix se soulèvent enthousiastes au sein de la Chambre. Les généraux ont été élus de leur autorité par la grande Assemblée.



Dans le recueillement de son bureau le Président s'apprête à recevoir de Gaulle: le monde attend



Jeudi, 20 à 15. A gauche: par la porte porte de l'avenue Marigny, le général sort de l'Elysée. Il est reçu une heure plus tard, en 1958-1959, par le président René Coty. A 23 heures, son message de la rue de Solferino dira: « le général de Gaullie accepte de former le gouvernement ». A droite: marche autour de l'Elysée, le lundi 21 mai à 18 heures. Au-dessus: le général et sa suite.



Le général est devenu "président du Conseil pressenti" Au long de son passage il retrouve les saluts du passé



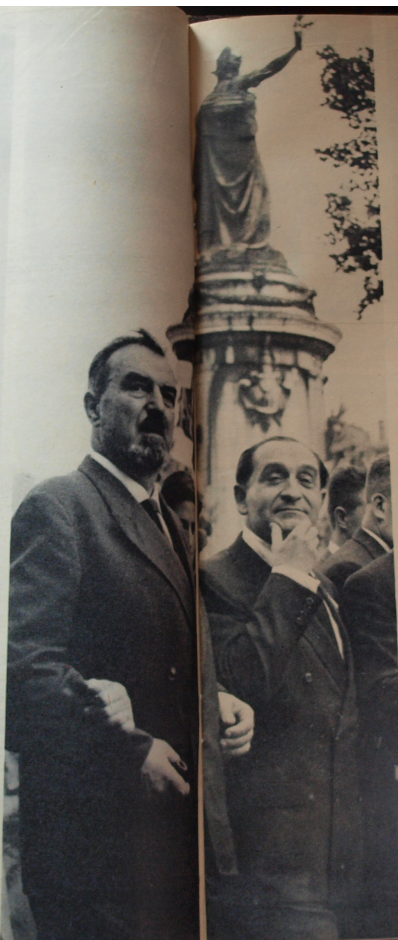
Avant l'appel à de Gaulle, Pflimlin seul face à un terrible cas de conscience



Des journaux allemands avaient précédé le démission de Pflimlin et l'appel à de Gaulle. Sur cette photo de gauche, prise le soir de mercredi, à 21 h 40, Pflimlin est à Montigny, seul. Il va porter sa démission à Coty. Dans le jour suivant, coty, en raison de ses relations avec les vichystes, a été déclaré indépendant qui l'avaient abandonné, il avait refusé les voix communistes et décidé de quitter le pouvoir.



Autour de la République Paris inquiet répond à l'appel des gauches en nombre et en silence



Mercredi, 17 heures. La République voit défiler ses défenseurs : 35 000 à 200 000 personnes, selon les estimations, ont manifesté 4 heures dans le calme. Au premier rang, les vedettes (en milieu) : André Philip et Mendès-France. Un manifestant plante son drapeau dans la robe de Marianne.



Aussi devant, sur les Champs-Élysées d'impression au concert de plusieurs scandales car vingt mille «Maurin» étaient. Des photos ont été prises des «Maurin-Champel» du département, des agents de police qui ont été au dossier de la statue de Saint-Jacques le Châtelain, avec des intentions de faire passer à l'histoire le scandale. Mais, dit le samedi, photographes de document le droit.



Manifestation des klaxons et des sourires avant la photo officielle à l'Élysée



Le Général est allé à l'Assemblée au lieu de son appartement avant de monter à la tribune pour sa déclaration d'investiture. Tous les regards se tournent vers cet homme seul et comme étranger à ce de ses socialistes. 1 rang : Escudier, Debeauvais, 2 rang : Cresson, Guyon ; derrière lui, radicaux et R. G. R. de G. à G. : Debidour, Guenelle, Germaine Malinval, M. Guille, Guenon, Geoffroy, Guenon, David.



Dimanche 15 h. à l'Assemblée Nationale, de Gaulle seul, point de mire des députés

JEAN FARRAN
(Alger-Ajaccio-Paris)

Le film vécu d'un

Les députés sont presque tous à leur banc. Pour la première fois depuis des années, je comprends que cette assemblée est une foule et qu'elle réagit comme telle. Soudain les applaudissements éclatent, il entre, il est entré, il est à son banc avant même qu'on s'en soit aperçu, mêlé aux derniers arrivants, Pinay devant lui, Buron derrière. Les applaudissements déferlent de la droite vers la gauche devenant plus rares à mesure qu'on va vers les communistes.

Avant de s'asseoir, le général de Gaulle s'est tourné vers l'hémicycle et a levé les deux mains dans un geste qui lui est familier. Il a l'air d'un paisible bourgeois de province, un peu endimanché avec son costume gris, sa cravate claire et ses cheveux gris bien lissés. Il est assis maintenant devant le pupitre de chêne vernissé auquel avant lui quinze présidents du Conseil se sont agrippés avant d'être emportés par la marée des ambitions et des événements. Il a laissé aller son dos contre la banquette, baissant un peu la tête, livrant à la curiosité des tribunes archicomblées cette nuque où l'âge a creusé deux profondes rigoles. Il lève la tête, retire ses grosses lunettes d'écaïlle, regarde à droite, à gauche, derrière, une fois, une seule fois, cette foule d'hommes dont il attend qu'elle lui consente le pouvoir suprême.

Guy Mollet arrive, hésite, lui tend la main au passage ; il la serre sans effusion, sans froideur, comme le ferait un vieil habitué du Palais-Bourbon. Là-haut sur sa chaise d'arbitre, Le Troquer, raide comme un officier de cavalerie, dans son éternel habit présidentiel, surveillé d'un regard glissé par-dessus ses lunettes ce qui se passe en même temps qu'il lit la composition du ministère. Les députés ont sorti tous ensemble un petit morceau de papier blanc et ils notent. On dirait la dictée de la composition de philosophie, salle des examens rue de l'Abbé-de-l'Épée. Une seule fois ils lèveront la tête et feront un petit : « Oh ! » de surprise : en entendant prononcer le nom d'André Malraux.

Une voix étouffée par l'émotion

MAINTENANT de Gaulle est à la tribune. Cette ascension a été aussi discrète que son entrée. On s'aperçoit combien il est grand. Si grand qu'il ne peut, comme c'est l'usage, lire son texte en le posant devant lui. Il le tient à la main, les phrases tombent, toujours balancées. La voix un peu plus aiguë, un peu plus faible qu'à l'habitude, est indiscutablement émue. Le style est sec, il ne dit et ne veut dire que l'essentiel dans cette déclaration de 3 feuillets dactylographiés, la plus courte qu'aucune assemblée française ait jamais entendue d'un chef de gouvernement.

Il demande le pouvoir pour six mois. Pour régler les deux drames de la France : celui de l'Etat et celui des peuples associés à notre pays. Les députés, saisis par la littérature, sont un peu déçus ; ils eussent souhaité que de Gaulle marquât ce jour historique d'une de ces envolées dont il est coutumier. Par contre, ils sont sensibles à la déférence de l'orateur. Le ton modéré de sa voix, l'insistance avec laquelle il souligne certains mots : « confiance », « Parlement », la répétition en dix occasions du « vous » comblent un peu le fossé existant entre cet homme et ses interlocuteurs.

« Unité, intégrité, indépendance » : il a lancé ses trois ultimes slogans et il descend, il s'en va de son pas immense, il a disparu avant même que les applaudissements se soient tus. L'Assemblée se suspend. Les députés sortent à droite et à gauche de la tribune, silencieux. Certains d'entre eux s'interrogent encore sur le verdict qu'ils vont devoir rendre. Qui est cet homme étrange ? Un général appuyé par l'armée d'Orient ? Vaspasien ? Septime Sévère ? Napoléon retour de l'île d'Elbe ? Le Prince Président ? Les fantômes envahissent les consciences et les couloirs où les communistes ont fait distribuer un vieux rapport parlementaire sur la prise du pouvoir par Pétain en 1940. Mais l'histoire ne se répète pas. Et si de Gaulle n'était que lui-même, que celui qui raconte toute une vie publique ? Les représentants du peuple, le visage glacé, hésitent tandis que dans Paris le soleil du premier dimanche de juin flamboie sur les drapeaux des manifestants et les casques des C. R. S.

Tel fut un des grands moments de ces journées que l'Histoire appellera peut-être la Révolution de 1958.

Pour nous, il nous revient, à notre place, d'en faire le récit.

On ne saurait l'entreprendre ni le comprendre sans remonter à la source de tout, une semaine plus tôt, à cet épisode qu'on appelle l'affaire corse.

La sécession corse a joué le rôle d'une expérience de laboratoire. Les députés ont vu en clair à Ajaccio ce qu'ils avaient mal distingué à Alger dans la fumée des grenades lacrymogènes du 13 mai. Un mouvement politique déclenché contre le régime, une révolution minutée dans ses coïncidences comme une émission de radio. Ce fut un terrible avertissement, une menace, un exemple, un précédent sans rapport avec la révolte algéroise. Ils y mêlèrent un peu trop vite le nom du général de Gaulle, la suite des événements le démontrera. Ils n'en étaient pas moins justifiés de crier à la marche des prétoriens. A partir de l'affaire corse, tout s'est accéléré et a changé de couleur à Paris.

Je reviens non seulement d'Alger mais d'Ajaccio ; notre camarade Georges Menant a vécu « la prise de Bastia » et je voudrais dans ce grand film en cinémascope des événements de mai 1958 déplacer un instant les caméras vers cette île. Je voudrais apporter ici en témoignage, dans l'ordre chronologique, mes notes et celles de Georges Menant.

« L'affaire, câblai-je alors à *Match*, a éclaté le samedi 24 mai à 18 heures à Ajaccio. Le dimanche, à la même heure, les chefs du mouvement patriotique algérois s'embarquent dans un vieux Dakota militaire. J'y trouve une place. Il y a là le fameux colonel Thomazo, dit Nez de Cuir, Delbecque, Sérigny et Roger Frey, secrétaire général des républicains sociaux : un homme d'une quarantaine d'années, à l'allure jeune, énergique, aux cheveux presque blancs, qui jouit d'une grande réputation d'intelligence et qui a joué en coulisse un rôle considérable.

Personne ne savait très bien quel serait l'accueil d'Ajaccio. On s'entasse dans le Dakota, les moteurs vrombissent. « Je vous dirai quand vous devrez vous servir des mae west » (ceintures de sauvetage), crie le pilote en riant.

Dans cet avion sale, inconfortable, les passagers assis face à face en deux longues files, mangent des sandwiches, l'air rêveur. Un pilote passe en disant : « J'ai entendu Europe N° 1, Pflimlin a lancé un appel au calme. » Et puis, soudain, quelqu'un commence à fredonner. Le chant s'enfle, tous les « conjurés » reprennent le fameux *Chant des Africains*. Etonnant moment dans cette nuit africaine, que ce vieux zinc emportant à 200 à l'heure sa cargaison de chansons et de révolte. Tout le répertoire y passe : *L'Ajaccienne*, chère aux Corses, *La Gazette de Saint-Cyr*, scandée par Nez de Cuir et qui s'entonne debout selon la tradition. Enfin les lumières d'Ajaccio apparaissent. L'avion se pose. « C'est peut-être Marignane, dit quelqu'un, et si on nous fait le coup de Ben Bella ? » Personne ne rit. La porte s'ouvre, dehors la nuit est absolue, il fait doux et tiède, à quelques mètres dans l'ombre on distingue pourtant à la lumière des phares des voitures un peloton de paras au garde-à-vous. Nez de Cuir, Delbecque et leurs amis les passent en revue. L'aventure commence pour eux en mettant pied sur cette terre corse. Des voitures se rangent qui vont emmener tout le monde. Les parachutistes disparaissent en chantant dans la nuit une chanson qui parle de courage.

Le bistrot du coup d'Etat

En Corse non plus, la « révolution » n'a pas versé une goutte de sang. Tout le monde savait qu'elle aurait lieu à 18 h. 30, tout était réglé comme du papier à musique. A 18 heures, les paras sont arrivés de Corte et de Calvi alertés par un message téléphonique en code : « Les roues de la voiture doivent être changées ; elles le seront à 9 heures. » En retirant 3 heures comme convenu, on avait le moment du rendez-vous : 6 heures du soir. A cette heure précise, une trentaine de paras investissaient le terrain d'aviation dix minutes avant l'arrivée des C.R.S. qu'ils allaient faire prisonniers.

Devant la préfecture, gendarmes et agents de police s'étaient écartés sagement devant la foule des 3 000 manifestants. Savreux, le préfet, avait attendu dans son bureau. Des paras l'avaient aussitôt emmené dans sa villa à 40 kilomètres d'Ajaccio. Ainsi la mécanique du coup d'Etat remontée la veille dans un café par une quarantaine de personnes avait parfaitement fonctionné.

d'une semaine d'histoire

Les 200 000 Corses de l'île de Beauté ralliaient leurs 100 000 compatriotes d'Algérie.

Dans les rues pleines de jeunes gens et de jeunes filles en pantalons de couleur, le climat psychologique était balnéaire. Il ressemblait beaucoup, ce 25 mai, à ce jour que j'ai vécu il y a sept ans, quand le général de Gaulle vint comme chef du R.P.F. à Ajaccio. Cette révolution en apparence ressemblait à une manifestation impressionnante que le conseil municipal délibérant un beau soir d'été.

« La révolutionnette » de Bastia

A Bastia, la ville activiste de la Corse, pleine de communistes, la préfecture avait été occupée le samedi soir sans difficulté, mais il restait la mairie, temple du républicanisme en la personne de son adjoint au maire. Ce n'est que le lundi qu'elle devait « tomber ». Sous les yeux de Georges Menant débarquant d'Italie par un bateau de pêche.

« En débouchant sur le boulevard de Bastia, écrit Menant, je m'attendais à tout : à des gens en armes et à des gens en fuite, à la liesse, au triomphe et à leurs probables injustices. En fait de vèpres siciliennes, ce n'était, à perte de vue, qu'un lundi de Pentecôte : le pastis au frais sous une myriade de parasols, entre lesquels circulait une foule de robes légères, de pantalons clairs et de bébés cadimanchés, la Pentecôte de n'importe où.

Place de l'Hôtel-de-Ville était le plat de résistance. Sous les balcons de la mairie, une manifestation de « solidarité avec les élus du peuple » s'organise : une centaine de communistes acclamant la République et le nom du président Coty. De temps en temps, un conseiller municipal apparaît à la fenêtre pour assurer que le « fascisme ne passera pas ». Mais le « fascisme » n'a pas l'intention de passer. Représenté par une troupe guère plus nombreuse, il s'est amassé dans une rue adjacente et invoque tour à tour « l'Algérie française » et le nom du général Massu. Quand on est à court de slogans, d'un côté ou de l'autre, on s'envoie la « jettatura », qui est la malédiction corse, et qui consiste à « faire les cornes » à l'ennemi avec deux doigts. Mais ces deux doigts sont bien la seule façon dont on désire en venir aux mains. Au centre, un escadron de C.R.S. « ralliés », de ceux-là même que M. Pflimlin avait dépêchés du continent la veille dans des Bréguet « Deux-Ponts », administrent en bons pères de famille la révolutionnette.

Il est 16 heures lorsque la caravane algéroise surgit au centre de la ville sous une banderole portant le mot : « Arrivée » qu'on avait installée pour la course cycliste de Pentecôte. Le convoi stoppe devant la mairie dont l'escalier poussiéreux est gravi au pas de charge. Dans la salle des réunions, sous un portrait de vierge alanguie, le conseil municipal au complet (sauf le maire retenu à Paris) s'est dressé d'un seul jet. Face au nez de cuir du colonel Thomazo, le premier adjoint de Casalta et ses fidèles.

— Je suis la France, commence l'adjoint, et vous...

— La France, coupe Delbecque, c'est nous.

Toutes décorations dehors, drapé dans un drapeau tricolore, M. de Casalta commence de descendre l'escalier, suivi des conseillers. Cette sortie ne manque pas de dignité. Absorbé par ses derniers supporters, M. de Casalta disparaît en chantant *La Marseillaise*.

Au monument aux morts, enfin, la foule est devenue une vraie foule : dix mille personnes écoutent les « Algérois » qui les haranguent dans un haut-parleur à pile de directeur sportif.

C'est fini. Les « Algérois » vont s'envoler vers le Sud. Sauf le colonel Thomazo qui vient de prendre le gouvernement militaire de l'île. Il est 18 heures. Lentement Bastia s'écoule devant les cafés des boulevards. Aux terrasses, on installe les carafes du pastis vespéral, comme à Cavailon.

Le choc de l'affaire corse — pour aussi pacifique fût-il — donnera un traumatisme à ce qu'on appelle la France républicaine. Ce que l'opinion n'a fait qu'entrevoir, les députés spécialistes de l'exégèse historique l'ont vu avec acuité. Et ils transposent, ils généralisent tout de suite. On annonce les paras partout, à Or-

léans, à Pau, à Perpignan, partout en effet où ils se trouvent, mais dans leur cantonnement. Dans la France indifférente, le Palais-Bourbon bout comme la chaudière de Macbeth.

Le lundi 26 mai, porte de Charenton, vers 21 h 15, la vieille 15 CV. du général de Gaulle est prise en charge par un carrousel de motocyclistes qui, à coups de sifflet, lui frayent à 100 à l'heure un chemin vers un rendez-vous mystérieux. Les journalistes ne pourront pas suivre, car le cortège emprunte les sens interdits.

Comme une trainée de poudre, la nouvelle se répand dans Paris que le général va rencontrer M. Pflimlin.

« Le Président du Conseil dort à poings fermés », dit son principal collaborateur, un homme jeune et souriant, Lecanuet, qui fut secrétaire d'Etat.

M. Lecanuet ment bien car, à ce moment même, traversant solitaire dans la nuit les jardins de l'hôtel Matignon, M. Pflimlin va vers une DS sans signe distinctif qui l'attend rue de Babylone. L'entrevue n'aura pas lieu au château de Champs, ni à celui de La Celle-Saint-Cloud, mais dans une villa de cette localité.

— Je comprends la réaction des Français d'Algérie, dit Pflimlin, mais je ne comprends ni n'approuve l'affaire corse. Il vous revient de la désavouer.

De Gaulle. — Cela ne servirait de rien, Monsieur le Président. Vous savez bien que la seule barrière qu'on puisse opposer à Alger est un gouvernement de Gaulle. Mais je n'entends pas venir aux affaires autrement que par la voie légale. Voulez-vous que je rencontre les chefs des partis ?

Pflimlin. — Cela signifierait que je me suis démis de ma charge. Or je ne peux abandonner mon poste : j'en suis comptable devant l'Assemblée nationale. Seule une prise de position préalable de votre part vous ouvrirait l'avenir.

C'était apparemment l'impasse.

Le parapluie contre les sauterelles

Le mardi, à 12 h 30, dans la salle des pas perdus de l'Assemblée nationale, où sur les printings les journalistes ont pris l'habitude depuis quinze jours de venir lire l'histoire, tombait une déclaration du général de Gaulle communiquée par son cabinet.

Elle fut aussi mal accueillie à Alger qu'à Paris et surtout mal interprétée. Chacun n'y lut que le paragraphe qui lui déplaisait.

« Toute action, disait de Gaulle, de quelque côté qu'elle vienne, qui met en cause l'ordre public risque d'avoir de graves conséquences. Tout en faisant la part des circonstances, je ne saurais l'approuver. J'attends des forces terrestres, navales et aériennes présentes en Algérie qu'elles demeurent exemplaires. » « De quelque côté qu'elles viennent ! » « C'est un désaveu de la Corse », s'écrient les activistes d'Alger.

A Paris, les parlementaires réfractaires au gaullisme ne virent qu'une phrase : « J'ai entamé hier le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement. » « Ainsi, s'exclamèrent-ils, tout est réglé dans notre dos, de Gaulle fait un gouvernement sans même que Pflimlin soit parti, sans même que nous le sachions. »

Guy Mollet n'essaya pas de convaincre la S.F.I.O. et préféra laisser l'opposition s'épancher dans un violent communiqué que tout le parti vota. Ce fut la même chose au M.R.P. où Robert Schuman, Teitgen, Buron, Simonnet, Moisan lançaient des éclairs.

— Peut-on encore sauver quelque chose ? demandait quelqu'un. — L'honneur, répondait M. de Menthon en veine de mot historique.

Bidault, solitaire et courageux comme à son habitude, leur jeta de sa voix cassante une de ses paraboles :

« Vous ne comprenez donc pas que c'est le dernier parapluie qu'on vous offre contre les sauterelles ? »

Traduisons. Le parapluie : de Gaulle. Les sauterelles : les parachutistes.

M. Pflimlin mesure la responsabilité qui pèse sur ses épaules. Il voit les options. Elles sont simples :

(Suite page 48.)

New York : I like de Gaulle ; Londres : Vite, Charlie

(Suite de la page 47.)

1° De Gaulle par le consentement du régime ; 2° De Gaulle dans les valises des paras ; 3° Les paras sans de Gaulle. La dernière lui paraît la pire. Il partage la pensée de Bidault qui dit : « Le régime pouvait appeler hier de Gaulle debout, il peut aujourd'hui l'appeler à genoux. Il l'appellera demain à plat ventre s'il tarde encore. Mais il devra l'appeler. »

Ce n'est pas qu'il existe dans la nation un formidable courant gaulliste, c'est plutôt que personne ne semble désireux de se battre pour la défense du « système ».

Alors, Pflimlin va répondre au geste fait par le général. Il considère en conscience que ce geste qui ne fut pas négocié commande le sien.

Il ira devant l'Assemblée qui l'attend dans l'énervement depuis l'après-midi pour dire : « Je rends hommage au général qui a accepté d'intervenir dans le sens du maintien de la paix civile. » Comment, dans ces conditions, ne ferait-il pas le même pas que l'homme de Colombey ? Les députés votent sur la réforme de la Constitution. Bien entendu les communistes donnent leurs voix à Pflimlin pour qu'il reste à Malignon. Il les refuse, c'est-à-dire qu'il les retire du total de sa majorité. Alors il n'atteint plus la majorité des deux tiers requis pour l'adoption d'un projet constitutionnel. Il lui manque 30 voix. A 3 heures du matin il entre à l'Élysée, à 4 h 15 il en sort. C'est à cet instant sous les lumières glacées des sunlights que meurt, avec la noblesse qu'a su lui conférer, Pflimlin, le ministère de mai sur les marches de ce palais. Son visage est d'une pâleur mortelle. Il y avait quelque chose d'effrayant dans le passage de cet homme, pareil au spectre de Banco, qui emmenait avec lui ce « système » mourant dont pourtant il ne fut pas un des mauvais serviteurs.

De Gaulle a discrètement désavoué l'affaire corse, il n'a pas dit encore comment il entendait prendre le pouvoir et ce qu'il comptait en faire. C'est de cela qu'il va s'agir ce mercredi 28 mai. Les députés hésitent. Ils constatent avec étonnement que la presse mondiale est remplie par de Gaulle et ne paraît pas le considérer comme un dictateur. « J'aime de Gaulle », dit Eisenhower. La radio russe en parle sans haine. Les Anglais, toujours sportifs et sans façon, écrivent : « Dépêche-toi, Charlie! » (*Daily Sketch*). Quant aux Israéliens ils sont démentiels. Sept quotidiens sortent plusieurs éditions spéciales par jour. On ne trouve plus dans aucune librairie un exemplaire des *Mémoires*. La majorité des éditorialistes concluent : « Seul le général peut sortir la France de l'impasse. » Dans les synagogues on organise des prières pour le salut de la France avec des lectures de psaumes. En un mot le monde entier est au nom de de Gaulle et à l'heure française.

Dans son cabinet à l'Élysée, M. Coty a réuni Pinay, Teitgen, Mollet. Le président de la République a fait son choix. Le vieux sénateur de Normandie, dont toute la carrière est à droite, ne peut se séparer de l'armée dont il est le chef, rayer sans hésitation le nom de de Gaulle pour remettre les destinées de la patrie à un gouvernement sans pouvoir, et demain à la guerre civile.

« Alors, dit-il à ses visiteurs, de Gaulle ? » Pinay a répondu depuis longtemps, depuis des mois, depuis ce jour où il a dit : « Quand il pleut très fort et qu'il n'y a qu'un parapluie chez le marchand, on l'achète. »

De la Nation à la République

MOLLET est presque d'accord, mais il avoue que son parti ne le suit pas encore. Il est devenu un minoritaire.

Teitgen n'est pas encore redevenu le « Tristan » de la Résistance, cet homme grave et déterminé auquel le général en quelques heures fit troquer le chandail du combattant clandestin contre la pourpre ministérielle. Il demande des explications, des garanties, des assurances.

L'évolution lente qui se produit chez les chefs n'a pas encore gagné l'infanterie parlementaire. La gauche (définissons-la à ce moment : les communistes, une bonne partie des socialistes, des radicaux, du M.R.P.) ne mollit pas. Et même, elle va trouver dans le défilé populaire de la Nation quelques raisons de reprendre confiance.

Mêlé à la foule des manifestants, notre reporter Roger Mauge a descendu cette voie classique et hautement symbolique qu'emprunte aux heures d'angoisse le fleuve populaire, de la République à la Nation. Fleuve ou rivière ?

« Les plus républicains des huit millions d'habitants de la

région parisienne sortent des bouches du métro Nation. La grosse libellule hélicoptère de la préfecture de police qui bourdonne au-dessus de ce quartier « quarante-huitard » les voit comme des fourmis cheminer vers les deux colonnes du Trône. Des fourmis qui portent de longues banderoles « Vive la République ». Il y a là tout ce qui spontanément constitue l'hétéroclite cortège du peuple, débonnaire et terrible, tant de fois chanté par Hugo : déportés dans leur émouvant pyjama des camps de la mort, drapeaux d'anciens combattants, poitrines chargées de médailles, conducteurs en bleu de chauffe, « James Dean » de banlieue, professeurs progressistes en pardessus. C'est de la Nation à la République, le grand inventaire de l'antifascisme qui passe par le boulevard Voltaire.

« Ce soir tout le monde comptera combien ils étaient. Le « spécialiste » de la préfecture à bord de son hélicoptère, le dira à M. Papon, préfet de police, qui le dira à Jules Moch, son ministre, et tout le monde se disputera sur les chiffres.

Le marchand de cacahuètes

« **M**AIS cela commence seulement. Voilà qu'au fond d'une avenue retentissent les premiers cris. Une cinquantaine d'ouvriers, encore en tenue de travail, montent d'un pas décidé. Ceux-là sont organisés. Ils n'ont pas gardé avec eux, comme beaucoup d'autres, la mallette du casse-croûte. Leur pancarte n'a pas été faite d'un morceau de caisse en carton, mais commandée chez le bon faiseur : ce sont des communistes et ils crient fort et juste : « Unité d'action », « Front populaire ».

« Car c'est bien du Front populaire qu'il s'agit. Les parlementaires qui défilent en tête des cortèges avec le sourire de gens acclamés sortent des archives de la dernière de nos guerres civiles qui n'a pas eu lieu, celle de 1936.

« Le « Front » est en marche. Montre au poignet au bord du trottoir, il faut compter sur l'aiguille entre des secondes son débit et sa vitesse. Ce n'est pas facile. Comme les files ont, si l'on fait bon poids, 25 personnes de largeur en moyenne, et que le défilé dure deux heures, je conclus à 80 000 personnes environ.

« De Gaulle au musée! » crient les étudiants. « Les paras à l'usine », crient les ouvriers. On chante *La Marseillaise* et *Le Chant du Départ* par bribes et tous les 50 mètres des noyaux plus coriaces de communistes scandent le refrain moteur : « Front populaire. »

« 60 000 manifestants », dira l'homme de l'hélicoptère en descendant de sa machine à faire du vent, à l'heure où tout est rentré dans l'ordre.

« De combien se trompe-t-il, lui qui, en principe, est le mieux placé pour ne pas se tromper ? Plutôt que compter les Français qui, à gauche ou à droite, pourraient s'apprêter à mourir les uns contre les autres, je préfère me souvenir seulement du marchand de cacahuètes musulman qui marchait un peu en avant de la tête de ce cortège républicain pour vendre sa marchandise et que j'ai retrouvé le lendemain soir, devant le barrage de C.R.S. du pont de la Concorde, criant « Cacahuètes » au milieu de ceux qui criaient « Vive de Gaulle! »

A l'heure du dîner le Palais-Bourbon connaissait une fièvre républicaine intense. Ce mercredi soir allait marquer le point le plus haut de la crise, celui où entre de Gaulle et les ultras de la gauche le fossé allait être le plus profond. Dans les couloirs les députés communistes collaient aux socialistes. Chaque élu de la faucille et du marteau « marquant » comme on dit en langage de football — son homologue départemental de la S.F.I.O. On se promenait bras dessus bras dessous. La manifestation de la Nation se poursuivait aux quatre colonnes tandis que de Gaulle dinait avenue Kléber chez le maréchal Juin.

Sentant s'avancer la guerre civile, M. Coty décidait d'envoyer un émissaire auprès du général pour lui demander ses intentions. Il pensa à Vincent Auriol qui fut ministre du général et dont le sens de la diplomatie, le titre d'ancien président de la République constituaient une carte de visite importante.

M. Coty avait choisi ce nom sur les trois proposés par Guy Mollet : Auriol, Le Troquer, Monnerville. Auriol refusant après une demi-heure d'entretien, le président de la République décida d'envoyer ensemble les deux autres émissaires.

C'était le plus mauvais choix. M. Monnerville, radical, président du Conseil de la République, n'était pas positivement gaulliste.

(Suite page 72.)

De Gaulle vit un nouveau chapitre pour ses Mémoires

(Suite de la page 48.)

quant à M. André Le Troquer la conception qu'il a de la République est si stricte qu'elle devait rendre difficile la conversation. L'entrevue eut lieu avec le secret habituel dans une villa de Seine-et-Oise, à 15 kilomètres de Paris. C'est tout ce qu'on sait.

M. Le Troquer, qui mena le dialogue, crut bon d'appeler démocratiquement de Gaulle : « Monsieur le Président » au lieu de « Mon général ». Tous les hommes politiques savent que le général préfère le titre sous lequel il a libéré la patrie. Le ton qu'il prit et les questions qu'il posa — après avoir préalablement rappelé à son interlocuteur qu'il se sentait libre à son égard bien qu'il eût été jadis son ministre — étaient bien faits pour irriter de Gaulle. Le général eut l'impression de comparaître devant le grand juge de la démocratie. Sans doute de Gaulle se rappelait-il le jour de la libération de Paris et l'obstination que mettait Le Troquer à lui dire avant chaque discours : « Dites que vous rétablissez la République, criez : « Vive la République! »

« Mais enfin, répondit de Gaulle, irrité, pourquoi? Elle n'a jamais été abolie et je n'ai pas à la rétablir. »

Après plus d'une heure de conversation, on se sépara quasiment fâchés.

« Vous auriez pu procéder autrement, reprocha Monnerville à son coéquipier. Vous n'êtes pas un émissaire de la République socialiste mais de la République tout court. »

C'est le jeudi matin que se déroula « l'opération Le Troquer ». Porté, grisé par la vague populaire de la manifestation il vit une solution personnelle à cette grande crise. Si le Front populaire pouvait se réaliser, ne pouvait-il pas en être le chef?

Evidemment il n'y avait pas la moindre raison pour que sous cet éclairage M. Le Troquer s'emploie à combler le fossé existant. Et le récit qu'il fit de son entrevue nocturne tant au président de la République que devant son groupe, accusant de Gaulle de parler le langage du pouvoir personnel, parut extraordinairement sombre.

Guy Mollet et le parti socialiste ne se laissèrent pas séduire par ce langage et ces bruits que dans les couloirs démentaient et faisaient démentir tous les émissaires du général. Les appels de Le Troquer ne soulevèrent jamais que les applaudissements du quart des socialistes.

Pour la première fois, Guy Mollet prenait position. « Il y a trois solutions, dit-il :

- » 1° Un nouveau ministère dans le cadre du régime;
- » 2° De Gaulle avec des garanties;
- » 3° L'alternative Franco ou Krouchtchev, c'est-à-dire les colons algériens ou Ducloux.

» Si la première est irréalisable, comme militant de la S.F.I.O. je penche pour la seconde. »

Mais le temps passait et il fallait agir. Alger s'impatientait. La foule du Forum criait : « Les paras à Paris », malgré la musique militaire qui essayait de couvrir ces slogans séditions.

« Tyrans, descendez au cercueil »

A 15 heures, Le Troquer lisait, debout devant l'Assemblée, également debout, un message du président de la République au Parlement, écrit lui aussi dans le grand style et qu'on peut résumer ainsi : « Je désigne de Gaulle; si vous me désavouez ultérieurement, je donnerai ma démission. » Jamais, depuis quinze ans, les tribunes ne furent plus remplies. La gauche, debout chanta *La Marseillaise*, puis l'extrême-droite, tandis qu'une pluie de tracts se déversait des tribunes et que le gouvernement, sur un signe de M. Pflimlin, quittait l'hémicycle. Tout cela avait duré quelques minutes, mais pour la première fois, je puis en témoigner, il y avait dans ces voix d'hommes qui chantaient le même hymne une passion, une émotion qui ne trompent pas. Et le ridicule même des communistes qui, entonnant *Le Chant du Départ* scandèrent : « Tyrans, descendez au cercueil », en montrant du doigt, penchés en avant, M. Pinay et ses amis, ne parvint pas à retirer à cet après-midi du 29 mai sa dimension particulière.

C'est, une fois de plus, sur les printings de la salle des Pas-Perdus qu'allait tomber un texte capital dans le déroulement de ces événements. Une lettre de M. Vincent Auriol, ex-député socialiste, et la réponse à cette lettre du général de Gaulle.

« Ne soyez pas le représentant d'un clan, rétablissez l'unité compromise », suppliait Auriol. Et de Gaulle répondait, à la date de ce 29 mai, dans une lettre capitale :

« Le déclenchement et le développement (des affaires d'Algérie) se sont accomplis en invoquant le même nom, sans que j'y sois aucunement mêlé... Je ne saurais consentir à recevoir le pouvoir d'une autre source que celle du peuple, ou tout au moins ses représentants... Je crains que nous n'allions à l'anarchie et à la guerre civile. »

Et il terminait, en évoquant cette éventualité, par une phrase admirable tombée de la plume de Châteaubriant : « Quant à moi, je n'aurai plus, jusqu'à ma mort, qu'à rester dans mon chagrin. »

Le texte fit sensation à l'Assemblée et dissipa les fumées qui avaient été jetées sur le vrai visage de de Gaulle. Comment pouvait-on l'accuser d'avoir machiné l'affaire d'Algérie? Il a toujours été très impopulaire auprès d'une population qui a longtemps vu en lui un dangereux général gauchiste. Le problème n° 1 de de Gaulle, dans les semaines à venir, sera de faire admettre dans les faits sa politique libérale en Algérie. Les communistes et ceux qui misaient sur le Front Populaire l'ont accusé d'être un général fasciste. Il a ramené la République, a opéré les réformes sociales les plus audacieuses du siècle en Europe! Quant à imaginer qu'il pourrait entrer à Matignon sur les épaules des paras ce serait mal connaître la sensibilité de cet homme qui a toujours joué le peuple et le socialisme, le syndicalisme, même si son origine bourgeoise, catholique le portait épidermiquement ailleurs.

Churchill : la lourde croix de Lorraine

JEUDEI soir, le général arrivait à l'Élysée par la porte des chefs d'Etat, celle de derrière, tournant les deux cents journalistes et cameramen qui l'attendaient dans la cour de l'Élysée. M. Coty se trouvait sur le perron, côté jardin. Les deux hommes se serrèrent les mains, les larmes aux yeux. Seules des questions de procédure restaient à régler, maintenant que les malentendus étaient dissipés. Déjà, Paris intuitif, Paris sensible et romantique retrouvait son visage d'il y a quatorze ans. Des cortèges se formaient, les voitures parcouraient les avenues en klaxonnant, sur le rythme d'Alger, les cinq notes — trois brèves et deux longues — d'« Algérie française »; sur les trottoirs, des jeunes gens levaient deux doigts pour former le « V » victorieux d'autrefois. C'était spontané, inattendu. Tout le monde marchait, même les C. R. S. et la police. Près du Palais-Bourbon, un ex-ministre socialiste demandant à un C. R. S. qui, avec son bâton blanc, rythmait les cinq notes sur son casque : « Pourquoi faites-vous cela? », se fit répondre par son interlocuteur qui ne l'avait pas reconnu : « Je vois, Monsieur n'aime pas la musique. » A Saint-Germain-des-Près seulement, sortant des cafés, quelques stratèges sur moleskine sifflaient les automobilistes qui klaxonnaient.

Ce n'était pas la fête d'un parti. De Gaulle n'a jamais pensé la France que « diverse » et il sait, et il répète depuis toujours, que la vraie vocation de ce pays est dans la démocratie et dans la République. C'était, pour des millions de Français, l'espoir que ces cartes, ces atouts que nous avons dans notre jeu seront joués et non point perdus. Ces atouts qui s'appellent l'Afrique du Nord, le Sahara, l'Europe enfin, Churchill a rendu le plus bel hommage au patriotisme, à l'entêtement de de Gaulle quand il a dit : « Pendant la guerre, j'ai porté bien des croix; la plus lourde fut la croix de Lorraine. »

Toute cette nuit de printemps, on entendit ces cinq étranges notes, qu'Alger a appris à Paris, résonner sur nos avenues, cependant que de Gaulle dans sa vieille 15 CV, traînant de village en village un cortège d'acclamations, roulait sur la route de Colombey, vers le domaine qu'il acheta colonel, avant guerre, au bord de la forêt gauloise où les soldats de Vereingétorix traquaient les légionnaires de César. Sur son bureau, sous la photo de cet enfant blond, son petit-fils qui s'appelle Charles de Gaulle, la haute pile des Mémoires tapés à la machine. Il restait un chapitre à écrire. Le destin n'a pas voulu que cet homme inscrivent le mot « Fin » sous la dernière page du dernier tome. Le cœur serré, j'entends encore, dans ce bureau ouvert par tant de fenêtres sur l'océan de la forêt, comme une dunette, la voix rauque de ce voyant me scander les dernières lignes de son livre : « Maintenant, j'entends la France me répondre. Au fond de l'abîme, elle se relève, elle marche, elle gravit la pente. Ah! mère, tels que nous sommes, nous voici pour vous servir. »

J. F.

ALGER : PONT RETABLI

Premiers messagers de France depuis le 13 mai, les jeunes recrues sont accueillies à bras ouverts

POUR la première fois depuis le 13 mai, les Algérois ont vu arriver un bateau de France : l'« Athos II ». Avec 1 500 appelés à son bord, il attendait à Marseille l'ordre de lever l'ancre. C'est au Forum qu'ils avaient appris la nouvelle : « Peuple algérois, venez accueillir au port, à bras ouverts, les jeunes recrues de France ! » avaient

lancé les haut-parleurs. A 5 heures du matin, la foule commença à arriver. Lorsque l'« Athos » accosta, cinq heures après, elle atteignait trois mille personnes. Chacun se disputa l'honneur de porter les sacs des soldats. Pour l'Algérie, ce transport de troupes était plus qu'une banale arrivée : il signifiait qu'avec la France rien n'était rompu.

DE NOS ENVOYES SPECIAUX JOEL LE TAC - DANIEL CAMUS - CHARLES COURRIERE - RENE VITAL





A BERROUAGRIA, LE COMMANDEANT DU CENTRE DIT A DIEU AUX LIBERES CHACUN EMPORTER AVEC LUI SON BIEN - VALISE, TAPIS OU OISEAU

Alger pousse l'expérience «fraternisation» : elle libère des sympathisants F. L. N.

L'un des premiers actes du Comité de Salut public d'Alger a été de libérer 1 477 sympathisants des fellaghas qui avaient été mis en résidence surveillée pour des délits mineurs. Dans le même esprit un tribunal acquittait deux fellaghas passibles de la peine de mort et qui, au cours de l'audience, s'étaient levés pour crier : « Vive la France ! »



LE COLONEL THOMASSE SE PRESENTE DANS LA SALLE DE LA MAIRIE DE BASTIA. BARDOU D'HONNEUR DE L'ABONNET SUR SON BUREAU IL A POSE LE DRAPEAU DE LA MAIRIE

Face à "Nez de cuir", le maire adjoint de Bastia : « Je ne m'incline que devant la force »

DE NOS ENVOIES SPECIAUX VICKI VANCE-MICHEL, DENICAMPS

IBRAHIM DE CASALTA A GARDE SON ECHARPE AVANT DE PARTIR IL A GRIFONNE UNE DEMIHEURE PROTESTATION. IL SERA FAIT OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR PAR PARIS

A Bastia, quand le colonel Thomasse, « Nez de cuir », nommé par Salah commandant civil et militaire en Corse, entre dans la mairie, il trouve en face de lui son irréductible Sébastien de Casalta, resté, sans décharge et au régime d'honneur. Il résiste, sous défilés et hostiles républicains, l'attitude de M. de Casalta ? Il ne cède qu'à la force. Vive la République ! Vive M. Gotti !



Transformés en touristes dans l'île tranquille : les paras chez Napoléon

A Assise, le calme revenu laisse aux paras des loisirs. Quand ce n'est pas leur tour de garde, ils vont en touristes aux Sanguinaires ou, dans la vieille ville, visiter comme des Anglais en vacances la maison natale de Napoléon transformée en musée (à dr.). Ci-dessus, ils rêvent de gloire devant le portrait du père de l'Empereur.

